

Pour que GEMALTO VIVE : Mardi 24 juillet à 15h

Rassemblement devant la porte de l'entreprise

A l'initiative de :
la fédération du
Loiret du PCF

Michel Guérin
Conseiller général, Maire
de Saran

Michel Ricoud
responsable du PCF

Marc Brynhole
Véronique Daudin
Conseillers Régionaux

Des élus
communistes
et républicains
de l'agglomération
orléanaise.

Fédération du Loiret
du PCF
5 rue Marcel Proust
45000 Orléans
tél : 02 38 77 80 50

Michel RICOURD

Orléans, le 14 juillet 2007

Messieurs les Députés du Loiret, S. Grouard, JL Bernard, O. Carré
Monsieur le Sénateur JP Seur

Messieurs les Parlementaires,

A plusieurs reprises, vous avez fait part publiquement de votre très forte opposition aux 362 licenciements chez GEMALTO à Saint Cyr en Val et êtes intervenus auprès des responsables de cette entreprise et des collaborateurs du Président de la République et du Premier Ministre.

La Fédération du Loiret du Parti Communiste Français et ses élus ont, de leur côté, rencontré les salariés, sont intervenus auprès des pouvoirs publics et ont pris des initiatives pour sauver les 362 emplois:

- Vœux votés afin que ces 362 licenciements soient annulés à Saran, à La Ferté Saint Aubin et au Conseil Régional
- La mise en place d'une table ronde avec les représentants du personnel, les élus et la direction de GEMALTO demandée à Monsieur le Préfet du Loiret, le 7 juin dernier;
- Le Président de la République, Monsieur Nicolas SARKOZY, saisi le 10 juin dernier

Toutes ces interventions convergentes sont positives. Nous ne serons jamais de trop pour exiger l'annulation des 362 licenciements que rien ne justifie. Vous savez comme nous que GEMALTO est une entreprise qui possède un carnet de commandes bien rempli, avec des productions de haute technologie (cartes à puce, passeports biométriques, etc..) et que les actionnaires ont perçu de substantiels dividendes.

Mais au-delà de ce constat, se pose la possibilité pour les salariés et leurs représentants de demander la mise en place d'un moratoire suspendant le plan de licenciements et la reconnaissance du droit d'intervention dans la gestion de l'entreprise. Surtout quand l'entreprise, comme c'est le cas avec GEMALTO, réalise d'importants profits. Pour nous, il faut en finir avec la dictature et les pleins pouvoirs aux actionnaires.

En conséquence, nous vous demandons, en tant que parlementaires, d'intervenir afin qu'une loi soit votée en ce sens.

Souhaitant la prise en considération de cette proposition que nous transmettons aux salariés de GEMALTO et à leurs représentants, nous vous prions de croire, Messieurs les parlementaires, à l'expression de nos salutations distinguées. de GEMALTO et à leurs représentants, nous vous prions de croire, Messieurs les parlementaires, à l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la Fédération du Loiret du PCF
Michel Ricoud

Propositions concrètes des communistes, pour prévenir et stopper les délocalisations et plans sociaux destructeurs d'emplois, applicables dès maintenant :

- Donner aux salariés et à leurs syndicats, par la loi, de nouveaux droits et pouvoirs d'intervention et de décision dans la gestion des entreprises.
- Ces droits et pouvoirs doivent s'étendre à toutes les décisions essentielles concernant, l'emploi, les opérations stratégiques de

rachat, de fusion, de délocalisation ou de cession d'activité.

- Les préfets doivent mettre en oeuvre des moratoires suspensifs pour examiner avec, les salariés, leurs syndicats et les élus, la situation et construire des solutions alternatives.
- Exiger de faire rembourser par l'employeur toutes les aides publiques dont il a pu bénéficier s'il refuse de négocier.
- Que soit décrété dans les secteurs les plus exposés aux délocalisations et restructurations en Europe un « état de crise manifeste » suspendant l'effondrement des prix et les guerres concurrentielles

Messieurs les actionnaires : **RESPECTEZ LE TRAVAIL**

Appel aux : élus, citoyens, jeunes, salariés,
chômeurs. **Agissons ensemble.**

GEMALTO doit vivre !

A l'initiative de la fédération du PCF

Rassemblement devant la porte de l'entreprise

Mardi 24 juillet à 15 h

- ***La décision prise par les actionnaires de Gemalto de fermer le site de Saint Cyr en Val est scandaleuse.***
- ***Gemalto : une production de haute technologie, avec des salariés qualifiés.***
- ***Gemalto : un carnet de commande bien rempli***
- ***Gemalto : une entreprise viable qui fait des bénéfices.***

Nous sommes tous concernés. Face aux pouvoirs illimités des actionnaires qui décident de la vie ou de la mort des entreprises, des emplois, de la vie des gens, le pouvoir politique doit choisir le camp des salariés.

Plus que des intentions, des mots ou des larmes, les salariés ont besoin de l'intervention des élus, de la puissance publique pour imposer d'autres choix. C'est possible.

Depuis plusieurs mois les salariés de Gemalto se défendent. Pour qu'ils soient plus forts, apportons notre soutien. Toutes les initiatives compteront.